



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France

Service

Affaire suivie par :
Séverine VENIANT
Tél : 03 22 82 92 27

À
FM France
Rue de l'Europe
57370 PHALSBOURG
cberzi@ngconcept-ec.com

Lille, le 5 décembre 2017

Severine.veniant@developpement-durable.gouv.fr

BORDEREAU D'ENVOI

Nature des pièces	Nombre de pièces	Observations
Décision de non soumission à étude d'impact pour le projet de modification d'une partie des installations de la plateforme logistique située à Ressons-sur-Matz (60)	1	Pour notification

Pour le Directeur Régional de
l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Caroline CALVEZ-MAES



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement
Hauts-de-France

Service
Information, Développement
Durable et Évaluation
Environnementale

Décision d'examen au cas par cas n° 2017-1965
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016, nommant M. Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2017 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Vincent Motyka, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2017-1965, déposé par FM FRANCE SAS le 14 novembre 2017, relatif à la modification de certaines conditions d'exploitation de la plateforme logistique située sur Ressons-sur-Matz dans l'Oise ;

L'agence régionale de santé Hauts-de-France et la direction départementale des territoires de l'Oise ayant été consultées le 20 novembre 2017 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à modifier certaines conditions d'exploitation de la plateforme logistique, actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2009 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2016 ;

Considérant que ces modifications consistent à :

- modifier une partie des installations de la plateforme : la configuration des bâtiments 4 et 5 restant à construire sera modifiée par la construction de 3 bâtiments 4A, 4B et 4C afin de stocker davantage de produits inflammables, d'aérosols et de gaz inflammables ;
- stocker des aérosols et des briquets dans le bâtiment 3 ;

Considérant que le projet est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) « SEVESO seuil haut » et qu'elle relève de la rubrique 1° de l'annexe à l'article R122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que la modification de ce projet déjà autorisé, est soumis à examen au cas par cas en application de l'article R.122-2, II du code de l'environnement ;

Considérant que l'augmentation de stockage requis ne modifiera pas la nature de l'installation ;

Considérant que le projet s'inscrit intégralement dans le périmètre géographique du projet autorisé ;

Considérant que l'emprise au sol des bâtiments et leurs emplacements sont inchangés ;

Considérant que les bâtiments 4A, 4B et 4C (anciennement 4 et 5) et le bâtiment 3 stockeront les produits tel que prévus à l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant que le projet de modification ne nécessitera pas d'apport d'eau supplémentaire et que l'approvisionnement sera assuré par un point de raccordement au réseau public de distribution d'eau potable tel qu'initialement projeté ;

Considérant que le projet de modification de l'installation n'est pas susceptible d'engendrer un impact négatif notable sur l'environnement et sur la santé ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

Le projet de modification d'une partie des installations de la plateforme logistique située sur Ressons-sur-Matz dans l'Oise, déposé par FM FRANCE SAS, n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 05 DEC. 2017

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,
Le Directeur régional adjoint

Yann GOURIO

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère De l'Ecologie, Du Développement Durable et de l'Energie

Tour Pascal et Tour Sequoïa A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

